

Le FMI et la BM dérapent dans le "tournant social"

(Syfia France) La Banque mondiale et le FMI n'ont pas réussi à convaincre les opposants à la mondialisation, venus nombreux à Prague les 26 et 27 septembre pour la réunion annuelle de ces institutions, que la lutte contre la pauvreté était leur objectif prioritaire. Leur opération de séduction a même été violemment chahutée.

La scène se passe à Prague, lors de la clôture prématurée de l'Assemblée annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque Mondiale (BM), le mercredi 27 septembre. Alors que des centaines de ministres, hauts responsables et délégués des 182 pays réunis quittent précipitamment la capitale tchèque, un jour avant la date officielle prévue, le directeur du FMI, Horst Kohler, et le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, sont contraints de rester sans défaire leur nœud de cravate.

Pourtant, ils auraient préféré éviter la cérémonie en plein air avec les leaders de Jubilee 2000, la coalition oecuménique qui exige l'annulation de la dette des pays pauvres très endettés, au nom des Saintes écritures de plusieurs religions. Celle-ci avait organisé le 24 septembre une marche funèbre en mémoire des 7 millions d'enfants qui meurent chaque année des conséquences de la crise de la dette.

Kohler, mal dans ses chaussures luisantes, répète qu'il "n'y a que de très petites chances" d'obtenir l'annulation pure et simple de cette dette et rappelle que des efforts de réduction de leurs montants ont déjà été engagés par le FMI et ses pays contributeurs. Wolfensohn, dans une dernière tentative de montrer que "lui aussi, il a un cœur", offre un cristal de Bohême aux responsables de Jubilee 2000. Deux d'entre eux, habillés en moine, s'avancent, sérieux, leur offrent en retour deux croix en bois, et leur rappellent qu'elles représentent "deux des 19 000 enfants qui meurent tous les jours en Afrique à cause des politiques d'austérité imposées... par le paiement du service de la dette".

Rhétorique. C'est clair ! Malgré tous les efforts d'ouverture à la société civile entrepris par le FMI et surtout par la BM depuis deux ans, *Jubilee 2000* et les autres Ong modérées, restent intransigeantes sur leurs revendications. A ce titre, Prague aura été un échec pour l'image du "tournant social" que les deux géants du système financier international essayaient de mettre en place.

Même les 350 Ong associées pour la première fois aux travaux de la Banque ont refusé catégoriquement de continuer à apparaître comme conciliantes lors des réceptions ou des cocktails avec les gens de la Banque. Elles qualifient désormais de "cosmétiques" et de "rhétoriques" toutes les déclarations "sociales" des responsables des institutions de Bretton Woods. Elles ont ainsi échappé au piège qui voulait les transformer en simples faire-valoir moral pour des politiques monétaires et de crédit au développement peu ou pas changées en faveur du Sud.

Pour Kohler et Wolfensohn, mais aussi pour les pays riches qui veulent conserver en l'état les politiques du FMI et de la BM, c'est un camouflet. Cet échec du "tournant social" a aussi trouvé un écho retentissant dans les rues de Prague, à l'appel des organisations anti-globalisation plus radicales, venues nombreuses comme lors du Sommet de Seattle l'an dernier.

Au cours d'une journée folle, le mardi 26 septembre, une dizaine de milliers de personnes venues de toute la planète se sont regroupées pour manifester contre les politiques du FMI et

de la BM jugées néfastes pour les pays pauvres et pour l'environnement. Elles voulaient empêcher le déroulement normal de l'Assemblée annuelle mais ont été arrêtées par les forces de l'ordre avant l'arrivée au Palais des Congrès. Des milliers de délégués ont été bloqués à l'intérieur du Palais pendant deux heures tandis qu'à l'extérieur la situation dégénérait : 157 personnes ont été blessées, 490 interpellées. Les services de sécurité tchèques ont du affréter un "métro des ministres et des banquiers" pour faire sortir les V.I.P. En limousine, cela aurait été dangereux...

Economie humaine. Comme à Washington et à Seattle il y a quelques mois, même les organisations exclues du "dialogue" avec le FMI et la BM, qui exigent l'arrêt immédiat et le réexamen de toutes les opérations des deux institutions, arrivent à faire entendre leur voix lors des grandes messes financières, au prix, certes, d'actions de rue plus ou moins fracassantes ou spectaculaires. Au nom de la société civile internationale, au nom d'une citoyenneté mondiale et d'une nouvelle conscience de ce qu'est la Terre, elles entendent imposer pas à pas au FMI, à la Banque Mondiale et aussi à leur toute nouvelle cousine, l'Organisation mondiale du commerce (Omc) une véritable révolution copernicienne : l'économie humaine.

Cette "Journée globale d'action" du 26 septembre a atteint son objectif de changer l'agenda du Sommet des décideurs. Mais pour les participants, l'important est maintenant de prévoir les actions à venir et surtout de travailler sur le fond, à savoir les propositions à faire. Au contre-sommet de ces organisations, à quelques centaines de mètres de l'Assemblée officielle, des universitaires et des analystes sont venus prouver qu'ils disposent déjà d'un corps théorique qui leur permettrait de prendre la relève des vieilles institutions de Bretton Woods.

Parmi les projets figurent des plans pour rendre viable l'annulation de la dette extérieure des pays pauvres ; des études pour, à l'échelle de la planète, rapprocher la réalisation des plus-value des actions des grandes entreprises de l'endroit où le travail est fait, en l'éloignant de là où se trouvent les bourses; des projets pour une reprise en main, par les gouvernements, des marchés financiers devenus de plus en plus hypertrophiés, fous et criminogènes.

Ils ont tout un commun dénominateur, résumé il y a quelques semaines dans la revue "L'Oeil Electrique" par René Passet, professeur d'économie et président du Conseil scientifique de l'organisation ATTAC : *"La première condition de ma survie, moi, petit bonhomme, c'est d'assurer celle du monde qui me porte. L'économie traditionnelle qui essaie de se penser indépendamment de cela n'a plus le droit de le faire aujourd'hui. Ses fondements, qui étaient légitimes au XVIII ème et XIX ème siècle ne le sont plus"*.

Andres Perez